



ARRETE MUNICIPAL n°2022-100

Portant interdiction temporaire de la circulation des piétons dans la coulée verte

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités locales, L 2231-1 et L 2213-2

Vu l'arrêté 2022-082 autorisant le lancement d'un feu d'artifice groupe K3 et K4 à l'occasion de la fête de l'été,

Considérant que pour la sécurité des usagers il convient d'établir un périmètre de sécurité autour du lieu du feu d'artifice.

ARRETE

Article 1 : La circulation des piétons est interdite dans la coulée verte, parcelle cadastrée n° AA 108, le 02 juillet 2022 à partir de 07h00 au 03 juillet 2022 à 00h00.

Article 2 : Un périmètre de sécurité sera mis en place par les services communaux. Des affiches seront apposées sur les barrières à toutes les entrées du site afin de matérialiser l'interdiction.

Article 3 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le service de Police Municipale
Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Centre de secours

Fait à Grésy-sur-Aix, le 08 juin 2022

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 14/06/2022
Notifié à l'intéressé le : 14/06/2022
Certifié exécutoire le : 14/06/2022



« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.